



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour  
Date: 12 octobre 2018 WFP/EB.2/2018/8-C  
Original: anglais Questions opérationnelles – Augmentations budgétaires pour des plans stratégiques de pays  
Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

## Révision du plan stratégique de pays pour le Honduras et augmentation budgétaire correspondante

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
<b>Durée</b>	<b>1<sup>er</sup> janvier 2018 – 31 décembre 2021</b>		<b>1<sup>er</sup> janvier 2018 – 31 décembre 2021</b>
Bénéficiaires	1 103 904	1 365 414	2 469 318
	<i>(en dollars É.-U.)</i>		
<b>Coût total</b>	<b>115 656 368</b>	<b>58 986 602</b>	<b>174 642 970</b>
Transferts	94 907 706	54 410 750	149 318 456
Mise en œuvre	5 501 112	882 715	6 383 827
Coûts d'appui directs ajustés	8 188 711	93 016	8 281 727
Total partiel	108 597 529	55 386 481	163 984 010
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	7 058 839	3 600 121	10 658 960

Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes \* 2A

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Projet de décision\*

Le Conseil approuve la révision du plan stratégique de pays pour le Honduras et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 58 986 602 dollars É.-U., faisant l'objet du présent document.

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

#### Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto  
Directeur régional  
Amérique latine et Caraïbes  
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme J. Thimke  
Directrice de pays  
courriel: judith.thimke@wfp.org

## Justification

1. Quatre années de sécheresse et autres fléaux ont entraîné un recul de la production agricole dans les régions du sud et de l'ouest du Honduras. En 2017, pour la deuxième fois consécutive, les récoltes ont été inférieures à la moyenne et, en conséquence, dès le mois de mai 2018, les réserves alimentaires familiales de 61 pour cent des ménages étaient épuisées. De faibles niveaux de précipitations sont prévus pour la première campagne agricole de 2018, ce qui aggrave le risque de mauvaises récoltes dans le «couloir de la sécheresse», et la saison des ouragans devrait être d'une intensité supérieure à la moyenne.
2. Le Gouvernement du Honduras met actuellement au point un cadre juridique et réglementaire en lien avec la loi nationale d'alimentation scolaire, qui préconise une couverture complète de tous les enfants du système préscolaire et d'enseignement primaire public et une augmentation de la proportion d'aliments distribués achetés localement.
3. À la lumière de cette réorientation de la stratégie et des politiques, le PAM propose de réviser le plan stratégique de pays pour le Honduras, de manière à travailler de concert avec le Gouvernement sur l'extension de la couverture du programme de repas scolaires; le PAM fournira également du matériel supplémentaire et introduira de nouvelles techniques à l'intention des associations de petits exploitants agricoles, des écoles et des municipalités; renforcera la couverture des activités d'appui à la nutrition ciblant les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 2 ans; et étendra la couverture des activités de renforcement de la résilience et des capacités.

## Modification

### Orientation stratégique

4. La révision proposée ne prévoit aucune modification des effets directs stratégiques ni des activités.

### Effets directs stratégiques

5. S'agissant de la mise en œuvre du programme national de repas scolaires (activité 1), le PAM propose d'augmenter le nombre de bénéficiaires et d'étendre la couverture géographique et, sur la base des résultats d'une analyse conjointe de la nutrition menée avec l'équipe technique du programme de repas scolaires, il fournira des rations différenciées en fonction des priorités du Gouvernement et des besoins des bénéficiaires.
6. En ce qui concerne le renforcement des capacités liées à la conduite du programme de repas scolaires (activité 2), le PAM propose de fournir du matériel et d'introduire de nouvelles techniques à l'intention des petits exploitants agricoles, des écoles et des municipalités, et il renforcera encore son appui en faveur d'un programme de repas scolaires décentralisé, géré sur le plan local et à base de produits locaux.
7. Dans le domaine de la santé et de la nutrition maternelles et infantiles (activité 3), l'augmentation du nombre de bénéficiaires nécessitera la mobilisation de ressources supplémentaires pour que l'on puisse renforcer les capacités aux niveaux central, régional et local, y compris en matière de soins prénataux et postnataux, de surveillance de la nutrition et de fourniture de matériel aux centres de santé.
8. En ce qui concerne l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (activité 4), le PAM propose d'améliorer la résilience dans le cadre de nouvelles activités de renforcement des capacités concernant les domaines suivants: gestion et protection intégrées des bassins versants, adaptation aux effets des changements climatiques, réduction des risques de catastrophe, production alimentaire et sécurité alimentaire et nutritionnelle.

9. Dans le domaine des interventions en cas de crise (activité 5), le PAM propose d'actualiser ses coûts liés à la chaîne d'approvisionnement en se fondant sur les prix actuels du marché.

#### **Analyse des bénéficiaires**

10. L'augmentation du nombre de bénéficiaires de repas scolaires qui est proposée est cohérente avec la loi nationale relative à l'alimentation scolaire et avec la stratégie du Gouvernement nouvellement réélu, qui prévoient d'étendre la couverture du programme à 1 698 000 enfants fréquentant les établissements préscolaires et les établissements d'enseignement primaire publics (activité 1), contre 398 000 actuellement.
11. L'accroissement des investissements dans la fourniture de matériel et l'apport de nouvelles techniques aux petits exploitants, aux écoles et aux municipalités permettra de faire passer le nombre de bénéficiaires de niveau 3 de 19 000 à 34 500.
12. La plus grande disponibilité de ressources affectées aux activités nutritionnelles permettra au PAM d'assurer des services, notamment la distribution d'aliments nutritifs spécialisés, au profit de 40 000 mères, garçons et filles vulnérables sur le plan nutritionnel, supplémentaires.

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES DISTRIBUTIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE,  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR NIVEAU**

Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
			Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
1	1. Repas scolaires nutritifs journaliers à base de produits provenant de petites exploitations agricoles en faveur des enfants en âge d'intégrer les cycles préscolaire et d'enseignement primaire, complétés par des activités liées à la santé, à l'hygiène et à la nutrition, une éducation propre à faire évoluer les relations entre les sexes, et l'aménagement de jardins scolaires.	1	203 000	195 000	398 000	663 000	637 000	1 300 000	866 000	832 000	1 698 000
	2. Renforcement des capacités des autorités locales, du personnel scolaire, des parents et des petits exploitants agricoles – notamment assistance technique et formation dans les domaines suivants: gestion du programme de repas scolaires et de sa logistique, normes de qualité des produits alimentaires, transparence, obligation redditionnelle, éducation en matière de nutrition, accès des petits exploitants agricoles aux marchés institutionnels, et gestion des risques.	1	2 000	1 500	3 500	0	0	0	2 000	1 500	3 500
		3	35 000	23 000	58 000	0	0	0	35 000	23 000	58 000
		3	11 500	7 500	19 000	9 080	6 220	15 300	20 580	13 720	34 300

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES DISTRIBUTIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE,  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR NIVEAU**

Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
			Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
2	3. Renforcement des capacités des établissements de soin à tous les niveaux et distribution d'aliments nutritifs enrichis aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de 2 ans résidant dans les zones ciblées.	1	35 000	21 000	56 000	20 000	12 000	32 000	55 000	33 000	88 000
		1	13 000	0	13 000	18 000	0	18 000	31 000	0	31 000
		3	342 000	328 000	670 000	0	0	0	342 000	328 000	670 000
3	4. Assistance alimentaire pour la création d'actifs en faveur des ménages en situation d'insécurité alimentaire à l'appui de la création d'actifs sous-tendant les moyens d'existence et de leur relèvement, complétée par une amélioration des capacités des administrations décentralisées en matière de gestion des programmes de renforcement de la résilience et d'adaptation aux effets des changements climatiques.	1	51 000	49 000	100 000	0	0	0	51 000	49 000	100 000
		1	13 000	12 000	25 000	0	0	0	13 000	12 000	25 000
		2	150	150	300	0	0	0	150	150	300
4	5. Apport d'un complément aux transferts gouvernementaux en faveur des ménages les plus vulnérables touchés par des catastrophes, pour appuyer les secours et faciliter le relèvement rapide tout en soutenant le renforcement des capacités	1	97 000	93 000	190 000	0	0	0	97 000	93 000	190 000
		1	184 000	176 000	360 000	0	0	0	184 000	176 000	360 000
		2	73 000	70 000	143 000	0	0	0	73 000	70 000	143 000
		2	3 500	3 500	7 000	0	0	0	3 500	3 500	7 000

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES DISTRIBUTIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE,  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR NIVEAU**

Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
			Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
	institutionnelles d'intervention d'urgence.										
5	6. Assistance technique et renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, notamment établissement de liens avec les systèmes de protection sociale, et les institutions aux niveaux national et infranational.	3	5 000	5 000	10 000	0	0	0	5 000	5 000	10 000
	7. Appui en faveur d'une plateforme de plaidoyer et communication stratégique sur le Programme 2030, notamment l'ODD 2, auprès du grand public, du secteur privé et des partenaires.	3	5 500	5 000	10 500	0	0	0	5 500	5 000	10 500
	<b>Total, transferts de produits alimentaires/transferts de type monétaire pour le niveau 1</b>		<b>570 000</b>	<b>534 000</b>	<b>1 104 000</b>	<b>683 000</b>	<b>649 000</b>	<b>1 332 000</b>	<b>1 253 000</b>	<b>1 183 000</b>	<b>2 436 000</b>
	<b>Total, renforcement des capacités pour le niveau 1</b>		<b>28 000</b>	<b>13 500</b>	<b>41 500</b>	<b>18 000</b>	<b>0</b>	<b>18 000</b>	<b>46 000</b>	<b>13 500</b>	<b>59 500</b>
	<b>Total, niveau 2</b>		<b>77 000</b>	<b>74 000</b>	<b>151 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>77 000</b>	<b>74 000</b>	<b>151 000</b>
	<b>Total, niveau 3</b>		<b>399 000</b>	<b>369 000</b>	<b>768 000</b>	<b>9 100</b>	<b>6 200</b>	<b>15 300</b>	<b>408 100</b>	<b>374 700</b>	<b>782 800</b>

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES DISTRIBUTIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE,  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PAR ACTIVITÉ ET PAR NIVEAU**

Effet direct stratégique	Activité	Niveau	Chiffres actuels			Augmentation			Chiffres révisés		
			Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
	Total, niveaux 1, 2 et 3		1 048 000	979 000	2 027 000	692 000	655 000	1 347 000	1 740 000	1 634 000	3 374 000

## Transferts

13. Sur la base des résultats de l'analyse conjointe de la nutrition dans les zones qui ne reçoivent pas encore de rations de produits frais menée avec l'équipe technique du programme national de repas scolaires, le PAM propose de fournir des rations quotidiennes sèches améliorées apportant 499 kilocalories par jour et par personne.

<b>TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>		
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	
	<b>Activité 1</b>	
<b>Type de bénéficiaires</b>	<b>Enfants d'âge scolaire ou préscolaire dans les nouvelles zones couvertes</b>	
<b>Modalité</b>	<b>Distributions de vivres et transferts de type monétaire: enfants des écoles primaires</b>	<b>Distributions de vivres et transferts de type monétaire: enfants d'âge préscolaire</b>
Farine de maïs enrichie	60	30
Céréales (riz)	30	30
Légumes secs	25	25
Huile	10	10
<b>Total (grammes/personne/jour)</b>	<b>125</b>	<b>95</b>
Total kcal/jour	499	389
Kcal d'origine protéique (%)	10,4	10,7
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,25	0,25
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180

<b>TABEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>						
<b>Produits alimentaires/ transferts de type monétaire</b>	<b>Budget actuel</b>		<b>Augmentation</b>		<b>Budget révisé</b>	
	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Céréales	17 966	10 281 627	40 830	25 037 254	58 796	35 318 880
Légumes secs	4 273	4 087 384	12 189	11 658 656	16 462	15 746 040
Huiles et graisses	2 218	3 766 778	4 743	8 064 180	6 960	11 830 959
Aliments mixtes et composés	4 382	4 583 880	1 623	(31 777)*	6 005	4 552 103
Autres	1 317	1 739 638	1 241	1 701 590	2 557	3 441 228
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>30 156</b>	<b>24 459 307</b>	<b>60 625</b>	<b>46 429 902</b>	<b>90 781</b>	<b>70 889 209</b>
Transferts de type monétaire		56 995 499		(8 900 047)*		48 095 452
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>30 156</b>	<b>81 454 806</b>	<b>60 625</b>	<b>37 529 855</b>	<b>90 781</b>	<b>118 984 661</b>

\* Les chiffres entre parenthèses correspondent à des réductions.

### **Chaîne d'approvisionnement**

14. Le PAM propose de réviser ses coûts liés à la chaîne d'approvisionnement dans le cadre de diverses activités du plan stratégique de pays afin de tenir compte des changements intervenus dans les coûts relatifs à l'inspection quantitative et qualitative, aux achats internationaux, aux services de transport et d'entreposage et à d'autres aspects.

### **Autres considérations**

#### ***Incidences sur les capacités du bureau de pays et les partenariats***

15. La révision proposée traduit un renforcement continu du partenariat fondamental établi avec les principaux ministères chargés du programme national de repas scolaires (effet direct stratégique 1) et des activités liées à la nutrition maternelle et infantile (effet direct stratégique 2).

#### ***Principaux risques et mesures d'atténuation correspondantes***

16. Les retards concernant le dépôt en temps voulu des fonds des donateurs sur le compte du PAM constituent toujours un risque important qui sera, cependant, partiellement compensé par le renforcement de la coordination et de la planification avec les homologues nationaux, et par l'action de plaidoyer menée par le PAM pour l'intégration du programme de repas scolaires dans le budget national.

## Ventilation des coûts

17. Compte tenu des dernières prévisions de financement, cette proposition de révision se traduira par une augmentation budgétaire globale de 58 986 602 dollars.

	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Intervention en cas de crise	Renforcement de la résilience	
Transferts	46 278 954	3 666 820	3 868 693	596 284	-1	<b>54 410 750</b>
Mise en œuvre	317 851	114 862	449 995	5	2	<b>882 715</b>
Coûts d'appui directs ajustés						<b>93 016</b>
<b>Total partiel</b>						<b>55 386 481</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)						<b>3 600 121</b>
<b>Total</b>						<b>58 986 602</b>

	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Intervention en cas de crise	Renforcement de la résilience	
Transferts	101 158 463	9 291 967	13 905 068	23 940 481	1 022 477	<b>149 318 456</b>
Mise en œuvre	2 477 464	916 226	1 695 422	1 032 978	261 736	<b>6 383 827</b>
Coûts d'appui directs ajustés	5 427 066	568 881	866 572	1 349 965	69 244	<b>8 281 727</b>
<b>Total partiel</b>	109 062 993	10 777 074	16 467 062	26 323 424	1 353 457	<b>163 984 010</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	7 089 095	700 510	1 070 359	1 711 023	87 975	<b>10 658 961</b>
<b>Total</b>	<b>116 152 087</b>	<b>11 477 584</b>	<b>17 537 422</b>	<b>28 034 447</b>	<b>1 441 431</b>	<b>174 642 970</b>